

Audience publique du 8 octobre 2008

Recours formé par
Monsieur ... et Madame ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24100 du rôle et déposée en date du 20 février 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Marianne Goebel, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg aux noms de Monsieur ... et de son épouse, Madame ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 26 novembre 2007 rejetant la demande de remise d'impôts concernant l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la fortune et la contribution dépendance pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé le 28 avril 2008 au greffe du tribunal administratif ;

Vu le mémoire en réplique déposé le 28 mai 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Marianne Goebel pour compte des demandeurs ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale critiquée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Eric Pralong, en remplacement de Maître Marianne Goebel, et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 24 septembre 2008.

Par lettre du 19 septembre 2007, le mandataire de Monsieur et Madame ...-... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « *le directeur* », une demande de remise d'impôts concernant l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la fortune et la contribution dépendance pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005 en sollicitant la remise totale sinon partielle du paiement tant du principal que des intérêts du montant de 34.158, 40 €.

Le 19 octobre 2007, le préposé du bureau d'imposition Luxembourg 4 de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit son avis au sujet de la demande de remise d'impôts.

Par une décision du 26 novembre 2007, le directeur refusa de faire droit à la demande de remise d'impôts introduite aux motifs suivants :

« (...)Considérant que les requérants, n'ont pas remis les déclarations pour l'impôt sur le revenu et sur la fortune des années 2002 à 2004 ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le bureau d'imposition a procédé à bon droit à la taxation des revenus des requérants sur base du paragraphe 217 AO, compte tenu des données de la cause ; que les requérants doivent s'imputer à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses des taxations effectuées contre lesquelles elles n'ont pas estimé opportun d'introduire dans les délais du paragraphe 245 AO une réclamation motivée (cf. Conseil d'Etat du 11 avril 1962 N°5742 et Cour adm. du 30 janvier 2001, N°12311C) ;

Force est de constater que le moyen invoqué s'analyse en une contestation de la légalité matérielle de l'imposition, étrangère en tant que telle à la matière gracieuse (cf. T.A. N°11196 du 27.10.99 et confirmé par C.A. N°11703C du 30.03.2000) ;

Considérant que c'est à bon droit que le bureau d'imposition a soumis à l'impôt la pension Unesco ;

Considérant ainsi que sur le plan objectif de la détermination du revenu, il ne saurait être question d'iniquité en ce qui est de l'impôt dû conformément aux dispositions légales (cf. Conseil d'Etat N°7948 du 31 mai 1989) et il n'appartient pas au rôle de la remise gracieuse de contrer la volonté expresse du législateur en la matière ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistance indispensables ;

Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévisé, incompatible avec le principe de l'équité au sens du paragraphe 131 AO, n'est pas à admettre au vu de la situation de revenu et surtout de fortune actuelle des requérants ;

Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ».

Par requête déposée le 20 février 2008 au greffe du tribunal administratif, Monsieur et Madame ...-... ont fait introduire un recours en réformation, sinon en annulation contre la décision directoriale du 26 novembre 2007.

Le délégué du gouvernement soulève d'abord l'irrecevabilité du recours en ce qu'il cumulerait un recours en réformation et un recours en annulation. Il estime que ces deux recours seraient incompatibles aux motifs qu'ils ne procéderaient pas de la même cause, qu'ils n'auraient pas le même objet et qu'ils reposeraient sur des moyens juridiques fondamentalement différents.

Il ressort de la requête introductive d'instance que les demandeurs ont fait introduire un recours en réformation sinon en annulation à l'encontre de la décision litigieuse, de sorte qu'il y a lieu d'admettre que le recours en réformation a été introduit à titre principal, tandis

que le recours en annulation n'a été introduit qu'à titre subsidiaire. Cette manière de procéder étant légale, étant donné que le recours en annulation n'est analysé qu'à titre subsidiaire au cas où le tribunal ne serait pas compétent pour analyser le recours en réformation, le moyen soulevant l'irrecevabilité du recours n'est pas fondé.

Etant donné que le paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », prévoit en la matière un recours de pleine juridiction, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation ainsi introduit.

Le recours, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

Le recours en annulation introduit en ordre subsidiaire est partant irrecevable.

A l'appui de leur recours, les demandeurs estiment d'abord qu'ils auraient été victimes d'une iniquité objective en avançant les faits suivants :

Monsieur ..., retraité de l'Unesco depuis le 1^{er} août 2001, aurait vécu pendant sa vie professionnelle avec son épouse, actuellement également retraitée, à Paris. Après sa retraite, il aurait continué à travailler occasionnellement pour le gouvernement luxembourgeois en représentant le Luxembourg auprès divers organismes internationaux. Il aurait accepté ces missions sans contrepartie, tout en occupant à ces occasions un appartement pris en location à Paris. Son épouse souhaitant venir vivre au Luxembourg pour y passer sa retraite, ils se seraient renseignés auprès de l'administration des Contributions directes au sujet de leurs obligations déclaratives par rapport à leur situation de fortune et de revenu. Ils auraient contacté à de multiples reprises les services fiscaux afin d'obtenir les informations nécessaires. Le 5 avril 2004, l'administration des Contributions directes leur aurait remis un certificat de revenu et de fortune pour l'année d'imposition 2003, dont il ressortirait qu'ils ne rempliraient pas les conditions pour être imposés par voie d'assiette pour cette année, et qu'ils ne seraient pas soumis à l'impôt sur la fortune. Ils auraient dès lors considéré en bonne foi qu'ils ne seraient pas imposables au Luxembourg. Après l'imposition de leurs revenus par voie de taxation, ils reprochent à l'administration des Contributions directes qu'elle leur aurait opposé une attitude changeante et contradictoire en se référant notamment à divers écrits des 11 octobre 2006, 9 janvier 2007, 17 janvier 2007 et 10 avril 2007. Ils soulignent également que l'administration aurait refusé leur demande en obtention d'un échelonnement des paiements relatifs à la dette d'impôt. Finalement un délai de presque quatre années se serait écoulé avant qu'ils ne découvrent qu'ils étaient finalement imposables au Grand-Duché de Luxembourg bien que n'ayant pas été imposables pendant leur vie active.

En se référant à la doctrine allemande, à la doctrine luxembourgeoise et à la jurisprudence communautaire, les demandeurs estiment que leur cas d'espèce permettrait de conclure à une iniquité objective pour violation des principes de la confiance légitime et de la bonne foi. Le principe de la confiance légitime participerait au droit à la sécurité fiscale qui consisterait à garantir au contribuable le montant des impositions mises à sa charge de telle manière à ce qu'il puisse prévoir sa situation fiscale et agir en conséquence. En l'espèce, les errements de l'administration auraient préjudicié à leurs intérêts, de sorte qu'ils n'auraient pas pu prévoir leur situation fiscale et qu'ils n'auraient pas pu agir en conséquence en mettant en réserve les sommes qui devaient finalement leur être réclamées. Les revirements incessants

dans les indications leur fournies quant au caractère imposable de leurs revenus, le caractère variable des montants qui leur auraient été réclamés et qui auraient figuré dans les décomptes qu'ils avaient reçus et l'opacité qui entacherait l'imputation sur les sommes réclamées des paiements auxquels ils ont procédé, les auraient induits en erreur, d'autant plus qu'eux-mêmes auraient été de bonne foi. Ils soulignent à ce sujet qu'ils auraient personnellement pris contact avec les autorités fiscales pour éclaircir leur situation fiscale et leur auraient fourni à ce titre toutes les informations nécessaires.

Ils concluent que suite à la violation du principe de la confiance légitime, sinon du principe de bonne foi, leur cas d'espèce serait constitutif d'une rigueur objective justifiant l'octroi d'une remise d'impôts, de sorte que la qualification retenue par le directeur en ce que leurs contestations se résumeraient en une contestation de la légalité matérielle de l'imposition ne serait pas fondée.

Le délégué du gouvernement fait référence à la décision du directeur et souligne qu'aucune rigueur objective ne serait détectable en l'espèce.

Dans leur mémoire en réplique, Monsieur et Madame ...-... versent un courrier du 19 octobre 2007 émanant du préposé du bureau d'imposition qui corroborerait la version des faits par eux présentés et serait la preuve du fait qu'ils ont coopéré avec les autorités fiscales.

Ils attirent encore l'attention du tribunal sur le fait que, dans un premier temps, l'affaire aurait été « *classée sans suite* » par les services fiscaux sur base du fait que Monsieur ... aurait été considéré comme un « *fonctionnaire UE* ». Il s'agirait en effet d'une erreur manifeste dans la droite ligne de l'attitude que l'administration des Contributions directes aurait eue à leur égard depuis 2001 et jusqu'en 2005. Ils concluent que ce courrier constituerait la preuve que l'attitude de l'administration fiscale aurait été entachée sinon de fautes du moins de négligences grossières équipollentes au dol.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable* ».

La première vérification, préalable, à faire est celle de savoir si la légalité de l'impôt n'est pas contestée.

Il résulte de l'analyse des moyens présentés que les demandeurs n'ont pas mis en cause la légalité de l'impôt. A cela s'ajoute que le mandataire des demandeurs a encore confirmé à l'audience des plaidoiries que la légalité de l'impôt n'était pas contestée et que ses mandants étaient conscients du fait que l'impôt réclamé est légalement dû.

Il appartient dès lors au tribunal d'analyser si la demande de remise d'impôt présentée par Monsieur et Madame ...-... se conçoit dans le cadre d'une rigueur objective.

S'il est certes exact que la violation des principes de confiance légitime et de bonne foi peut constituer, sous certaines conditions, un cas de rigueur objective¹, il n'en reste pas moins que la violation des principes de la confiance légitime sinon de la bonne foi doit être mise suffisamment en valeur par le contribuable.

En l'espèce, il résulte de l'examen des moyens avancés par les demandeurs et de l'ensemble des pièces versées que les principes ci-avant énoncés n'ont pas été violés.

Il est constant que les demandeurs ont travaillé et vécu à Paris et qu'ils n'ont pas été imposés au Luxembourg pendant leur vie active. Il est par ailleurs constant que suite à leur installation au Luxembourg, ils sont imposables au Luxembourg.

Si le tribunal peut admettre la version des faits telle que présentée par les demandeurs en ce qu'au moment de leur installation au Luxembourg en 2004, après avoir passé leur vie active à Paris, l'administration des Contributions directes a omis de leur donner, dans un premier temps, des informations exactes, il ne saurait cependant cautionner le raisonnement développé par la suite.

Selon les propres déclarations des demandeurs, ils se sont adressés au cours des mois de mars – avril 2004 à l'administration des Contributions directes afin de s'enquérir sur leur situation en matière d'impôts.

Un certificat intitulé « *Certificat de revenu et de fortune Année d'imposition 2003* » daté au 5 avril 2004 émis par le préposé du bureau d'imposition compétent certifie « *au vu des renseignements actuellement disponibles* » que les demandeurs « *1) ne remplissent pas les conditions pour être imposés par voie d'assiette pour l'année susvisée 2) ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune* ». Ledit certificat porte par ailleurs la mention qu'il « *est établi sans préjudice d'impositions rectificatives pouvant intervenir ultérieurement, à la suite notamment de réclamation ou de la découverte de faits nouveaux* ».

Au vu de ce certificat, les demandeurs ont pu admettre que pour l'année d'imposition 2003 ils n'étaient pas imposables au Luxembourg.

Il ressort ensuite d'un courrier daté du 19 octobre 2007 rédigé par le préposé du bureau d'imposition compétent versé aussi bien en tant que pièce par les parties demanderesses que par l'Etat que suite à l'achat d'une maison à ... par Madame ... au cours de l'année 2005, le bureau d'imposition leur a envoyé un formulaire de provenance de fonds quant au financement de ladite maison. Le 20 avril 2005, le bureau d'imposition a été informé de ce que la maison a été financée par des moyens propres provenant de la vente d'un appartement à Paris en 2002. Suite à cette information cette affaire a été classée sans suite. Il s'agit bien de l'affaire relative à la provenance des fonds laquelle a été classée sans suite et non pas de l'affaire relative à leur imposition en général comme semblent l'admettre les demandeurs. A la fin de cette même année, le bureau d'imposition a reçu une fiche de logement indiquant pour cette même maison acquise par Madame ... un loyer de 1.500 € payé à partir du 1^{er} septembre 2005 par les anciens propriétaires qui l'ont occupée jusqu'au 30 octobre 2005.

¹ Tipke/Kruse, Kommentar zur Abgabenordnung und Finanzgerichtsordnung, Dr.Otto Schmidt Köln § 227, Sachliche Billigkeitsgründe, Randnummer 40 und weitere, Koch/Scholtz, Abgabenordnung, Carl Heymanns Verlag, § 227 Sachliche Billigkeitsgründe, s.1463 und folgende, Beck'sche Steuerkommentare, Pahlke/Koenig, Abgabenordnung, Verlag C.H. Beck, § 227, s. 1925 und folgende.

Suite à cette information, le bureau d'imposition a envoyé aux demandeurs, le 28 février 2006, une déclaration d'impôt relative à l'année d'imposition 2005 laquelle a été retournée au bureau indûment remplie le 31 mars 2006. Le 3 avril 2006, un certificat de rémunération a été demandé et suite à la transmission par fax d'une attestation de l'Unesco renseignant sur la période d'activité ainsi que sur la date de mise à la retraite de Monsieur ..., les demandeurs ont été informés, le 14 juillet 2006, que la pension versée par l'Unesco est imposable au Luxembourg et un certificat de pension a été demandé pour l'année 2005. Le 25 juillet 2006, Monsieur ... s'est présenté au bureau d'imposition en prenant appui sur le « *certificat de revenu et de fortune* » du 5 avril 2004 pour faire valoir que sa pension ne saurait être imposée. Au cours de cette visite, les déclarations d'impôt sur le revenu de même que les déclarations d'impôt sur la fortune pour les années 2002 à 2005 lui ont été remises. N'acceptant pas que sa pension soit néanmoins imposable au Luxembourg, Monsieur ... s'est adressé au bureau en charge des relations internationales et le 14 septembre 2006, il a été informé que sa pension était bien imposable au Luxembourg.

A partir de ces faits non utilement contestés par les demandeurs, le tribunal est amené à retenir qu'à partir du début de l'année 2006, les époux ...-... ont été confrontés à un envoi d'une déclaration d'impôt relative à l'année 2005, de sorte qu'ils ont été avertis à partir de ce moment-là que la position de l'administration des Contributions directes au sujet de leur imposition au Luxembourg venait de changer. En juillet 2007, les demandeurs ont été informés que la pension de Monsieur ... était, nonobstant la délivrance du « *certificat de revenu et de fortune* » relatif à l'année d'imposition 2003 certifiant leur non imposition au Luxembourg, imposable au Luxembourg, position confirmée en septembre 2006, de sorte qu'au plus tard en septembre 2006, ils auraient dû avoir pleinement conscience du fait qu'ils sont imposables au Luxembourg, malgré l'information obtenue en 2004. Etant donné que c'est en début de 2006, c'est-à-dire 22 mois après avoir émis le certificat en date du 5 avril 2004 et au vu de nouvelles informations parvenues au bureau d'imposition seulement au cours de l'année 2005 sur la situation de patrimoine, notamment immobilière, des époux ...-..., que l'administration fiscale a annoncé son changement de position, le tribunal ne saurait déceler dans le comportement de l'administration une quelconque violation du principe de confiance légitime, d'autant plus que ledit certificat ne concernait que l'année d'imposition 2003 et rend son destinataire attentif au fait qu'il est établi sans préjudice d'impositions rectificatives pouvant intervenir ultérieurement à la suite de la découverte de faits nouveaux.

A cela s'ajoute que dans la suite, les époux ...-... ont manqué à leur obligation de remplir les déclarations d'impôt leur remises le 25 juillet 2006, de sorte que le bureau d'imposition a procédé le 11 octobre 2006, après avoir été informé le 2 octobre 2006 par les demandeurs qu'ils n'avaient pas à remplir lesdites déclarations, à des taxations d'office en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et sur la fortune et la fixation de la contribution dépendance pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005. Il y a encore lieu de souligner que ces différents bulletins n'ont pas été contestés sauf en ce qui concerne la fixation de la contribution dépendance moyennant un courrier du 4 janvier 2007.

Si les demandeurs reprochent encore à l'administration d'avoir adopté à partir de cette date une attitude changeante et contradictoire, le tribunal ne saurait partager cette optique.

En effet, le décompte du 11 octobre 2006 émis à la suite des différents bulletins d'impôt portant la même date renseigne un montant de 35.109,75 € à titre d'impôts dus.

L'extrait de compte du 9 janvier 2007 renseigne exactement le même montant de 35.109,75 € augmenté des intérêts dus à cause du non paiement des impôts, à savoir 198,10 € ce qui fait un total de 35.307,85 €.

Suite à la réclamation du 4 janvier 2007 relative à la fixation de la contribution dépendance, l'administration des Contributions directes a fait parvenir aux demandeurs, le 17 janvier 2007, des bulletins rectifiés de l'impôt sur le revenu et la fixation rectifiée de la contribution dépendance pour les années 2002, 2003, 2004 et 2005. Les dits bulletins portent la mention qu'il s'agit de bulletins rectifiés suite à la lettre de réclamation relative à la détermination de la contribution dépendance. Le décompte du 17 janvier 2007 tient compte en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et la contribution dépendance des montants adaptés à savoir un montant de 24.461 €. Dans la mesure où l'impôt sur la fortune n'a pas changé, ledit décompte n'a pas mentionné les dits montants lesquels sont restés identiques à ceux indiqués dans le décompte du 11 octobre 2006, à savoir 8.905 €.

L'extrait de compte du 10 avril 2007 renseigne l'ensemble des impôts dus, à savoir un montant de 24.461 € au titre de l'impôt sur le revenu et de la contribution dépendance augmenté d'un montant de 8.905 € au titre de l'impôt sur la fortune = 33.366 €, montant auquel s'ajoute les intérêts de 792,40 €, de sorte à renseigner un montant final de 34.158,40 €.

Il résulte dès lors de l'analyse des différentes pièces que l'attitude de l'administration des Contributions directes a été cohérente et transparente, de sorte que les moyens invoqués par les demandeurs ne sont pas fondés.

Il y a dès lors lieu de retenir qu'aucune rigueur objective ne peut être retenue dans le chef des époux

Monsieur et Madame ...-... font encore valoir que ce serait à tort que le directeur a retenu qu'ils n'étaient pas victime d'une iniquité subjective au motif que le paiement des impôts compromettrait leur existence économique et les priverait de moyens de subsistance indispensables.

En effet, le détail de leurs revenus et de leurs dépenses mensuels ainsi que de leurs éléments de fortune, démontrerait à suffisance qu'il leur serait impossible de payer le montant réclamé, étant donné qu'ils n'auraient fait aucune économie pour payer ces impôts et ne disposeraient pas des fonds nécessaires pour régler la somme due, laquelle représenterait 75% de leur revenu annuel.

Ils précisent que Monsieur ... toucherait une pension totale de 4.375 € et Madame ... toucherait une pension mensuelle de 907 € d'un organisme de pension français et un montant mensuel de 224 € du Fonds national de solidarité luxembourgeois. Ils percevraient des revenus tirés de la location d'un appartement sis à Luxembourg d'un montant mensuel de 900 €. Ils seraient propriétaires de la maison qu'ils occupent à Luxembourg et ne posséderaient pas de biens immobiliers autres que ces deux immeubles. Ils ne posséderaient pas de fortune mobilière. Leur revenu mensuel brut pourrait ainsi être estimé à la somme de 5.873 € et leur revenu annuel brut à la somme de 70.476 €. A titre de dépenses, ils invoquent les frais de loyer relatifs à la location d'un appartement à Paris d'un montant de 3.300 € que Monsieur ... serait obligé de louer du fait des missions effectuées pour le gouvernement luxembourgeois. Ils font également état d'un prêt à rembourser par le paiement de 60 mensualités de 283,85 €

courant à compter du 28 mai 2007, prêt qui aurait été souscrit par Monsieur ..., notamment pour le paiement des impôts redus à Luxembourg. Pour le surplus, ils invoquent un certain nombre de frais divers comme des primes d'assurances, frais de téléphone, gaz et électricité et des frais de logement, l'ensemble de ces frais se chiffrent à un montant mensuel de 463,80 €. Le montant total de leurs dépenses mensuelles incompressibles s'élèverait ainsi à la somme 4.047,65 €. Il en résulterait qu'il ne leur resterait que la somme de 1.825,35 € pour assumer les dépenses courantes. Ils ajoutent que Monsieur ... devrait subir un traitement parodontal de 1.980 € et des implants dentaires d'un montant de 1920 €. Ils concluent qu'ils pourraient dès lors solliciter une remise totale, sinon partielle du paiement des impôts dus.

Le délégué du gouvernement fait valoir qu'aucune rigueur subjective ne serait détectable en l'espèce.

Il appartient dès lors encore au tribunal d'analyser si la demande de remise d'impôt présentée par Monsieur et Madame ...-... se conçoit dans le cadre d'une rigueur subjective.

Une remise d'impôt pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables².

Il résulte des propres affirmations des demandeurs qu'ils disposent de biens immobiliers qui pourraient servir soit directement, soit indirectement à travers des garanties obtenues par le biais d'un prêt, pour apurer la dette fiscale en question. De même le tribunal n'entrevoit pas la nécessité de continuer à louer un appartement à Paris, dont le loyer est substantiel, pour des déplacements professionnels à Paris qui ne sont que de nature occasionnelle. En effet, la résiliation dudit contrat de location entraînerait une nette diminution des frais à charge des époux ...-... et augmenterait leurs liquidités. Leur situation de revenu d'un montant de 5.873 € par mois et les revenus locatifs d'un montant de 900 € par mois devrait également pouvoir servir au moins, en partie pour apurer la dette fiscale.

Au vu de ces constatations, il y a lieu de retenir que la situation personnelle des époux ...-..., tant en ce qui concerne leur situation de revenu que de fortune, n'est pas telle que le paiement de l'impôt les prive de leurs moyens de subsistance indispensables.

De tout ce qui précède, il s'ensuit qu'aucune rigueur objective, ni subjective ne peut être retenue dans le chef des demandeurs, de sorte que le recours dirigé contre la décision directoriale déférée laisse d'être fondé dans tous ses moyens et doit être rejeté.

² CF. TA 27 décembre 2007, Pas.adm. 2008, V° Impôts, n°325

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond le dit non justifié et en déboute ;

déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable ;

condamne Monsieur ... et Madame ... aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Catherine Thomé, premier juge,
Martine Gillardin, premier juge,

et lu à l'audience publique du 8 octobre 2008 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

s. Legille

s. Schockweiler